

### 73.01.03 PCAE - Plan Végétal Environnement

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Article 73 - Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73.01 Investissements productifs agricoles
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>PCAE - Plan Végétal Environnement</b>
Indicateurs de résultats associés	R.16 Investissements liés au climat : Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide PAC contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables ou de biomatériaux R.26 Investissements liés aux ressources naturelles : Nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour des investissements liés à la protection des ressources naturelles
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	Investissements matériels et immatériels, acquisition d'outils numériques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettant une réduction ou la suppression de l'utilisation d'intrants (pesticides, nitrates, eau).</li> <li>- visant le développement des productions végétales régionales en contribuant également à l'essor des marchés locaux et à l'installation de nouveaux et jeunes agriculteurs.</li> </ul>
Date indicative de démarrage du dispositif	Mai 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Les porteurs de projets éligibles sont les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p><b>1/ Agriculteur actif personne physique</b>, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p><b>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA)</b>, remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'objet de la société est agricole, ET</li> <li>• au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique<sup>1</sup>, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions</li> </ul>

1 l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<p>agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement un nombre de parts sociales de la société qu'ils dirigent, supérieur ou égal à 25%.</p> <p><b>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET</li> <li>• au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale.</li> </ul> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p>L'exploitation agricole est certifiée ou en conversion en Agriculture Biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet. Chaque production végétale concernée par les investissements financés est exploitée en tout ou partie en agriculture biologique.</p> <p>Ou</p> <p>détient une certification HVE ou une autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise,</p> <p>Ou</p> <p>est engagée dans une transition agroécologique. Des précisions complémentaires seront apportées dans les appels à projets.</p> <p>Ces conditions seront vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les appels à projets. Pour ces dernières, elles seront à établir au plus tard au moment du solde de l'aide.</p>
Coûts éligibles	<p>Il s'agit d'investissements matériels agricoles (dont occasion pour certains types de matériels) et immatériels visant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'efficacité de l'utilisation de l'eau,</li> <li>- la suppression de l'utilisation de pesticides,</li> <li>- la réduction de l'utilisation de fertilisants minéraux</li> <li>- le développement de productions végétales.</li> </ul> <p>La liste précise d'investissements éligibles sera décrite dans les appels à projets.</p>
Inéligibilités	<p>La liste d'investissements inéligibles sera précisée dans les appels à projets.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	<p><u>Les dépenses sont éligibles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 uniquement pour le 1<sup>er</sup> appel à projets « PVE Ciblé Maraichage, floriculture, pépinière, petits fruits, plantes aromatiques et médicinales, et houblon 2026 » au 1<sup>er</sup></u></p>

	<p><u>semestre 2026.</u></p> <p>Pour les appels à projets ouverts par la suite, les dépenses sont éligibles à compter du dépôt de la demande d'aide.</p> <p>Des précisions complémentaires seront apportées dans les appels à projets.</p>
Eligibilité géographique	Siège d'exploitation en Nouvelle-Aquitaine.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Une ligne de partage est établie entre les projets relevant du présent dispositif et ceux émergeant à l'appel à projets régional. Il n'y a pas de risque de double financement. Pour les appels à projets nationaux, la réalisation de contrôles croisés permettra de s'assurer de l'absence de double financement.
Ligne de partage FESI	Le GAL ne pourra pas mobiliser son enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de <u>priorisationsélection</u>	<p>Une priorisation des dossiers pourra être menée selon les conditions fixées dans l'appel à projets, sur la base des principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet confortant la transition agroécologique ;</li> <li>- Projet favorisant le renouvellement des générations ;</li> <li>- <del>Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail ;</del></li> <li>- Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production ;</li> <li>- Projet en lien avec une stratégie de filières en cohérence avec les plans filières de la Région Nouvelle-Aquitaine ;</li> <li>- Projet porté par une exploitation n'ayant pas bénéficié d'un tel dispositif antérieurement à la demande de subvention.</li> </ul>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	<p>Si exploitation engagée en AB sur tout ou partie de la production végétale objet de l'investissement = 10%</p> <p>Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les appels à projets.</p>
Montants et taux maximum d'aide publique	<p>Taux maximum d'aide publique = 40%</p> <p>Taux de base = 30% et bonification AB = 10%</p>
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Agences de l'eau, Région
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	<p>Le plancher est précisé dans les appels à projets.</p> <p>Le plancher s'applique au dépôt de la demande d'aide.</p>
Plafonds (en dépenses éligibles)	<p>Le plafond de dépenses éligibles est précisé dans les appels à projets.</p> <p>La transparence GAEC s'applique dans la limite de 2 plafonds</p>

**Commenté [LC1]:** Justification de la modification: afin de soutenir les projets de maraîchages récemment rendus éligibles au titre de ce dispositif FEADER, un premier appel à projets dédié sera prochainement lancé. Cette précision permet de prendre en compte les projets dont les dépenses ont commencé à courir à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Puis à la clôture de cet AAP dédié, la règle commune de dépôt de demande d'aide comme démarrage de l'éligibilité des dépenses sera rétablie.

**Commenté [LC2]:** Justification de la modification: L'autorité de gestion propose de supprimer ce principe de sélection car la mise en œuvre du dispositif révèle l'absence d'investissements réduisant la pénibilité du travail au sein des équipements éligibles.

	pour 2 associés et de 2,5 plafonds pour 3 associés et plus. Ces plafonds s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.
Modalités de versement	Un seul paiement (solde).
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	L'application d'options de coûts simplifiés est possible au titre de la mise en œuvre du dispositif. Dans ce cas, un barème standard de coût unitaire pourra s'appliquer, basé sur un référentiel régional de prix. Les modalités d'application de cette OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique. En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée. Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.